

## **Rapport de l'Atelier intitulé « La Construction d'une Paix durable en Afrique »**

Dakar, Sénégal  
7–10 Novembre 2006

### **Objectifs de l'atelier**

Le premier atelier de TrustAfrica s'est tenu à Dakar du 7 au 10 Novembre 2006, sur le thème « Consolidation de la paix en Afrique ». Un forum électronique, dont Pambazuka News a été le modérateur, a été organisé en amont de cet atelier, donnant lieu à des discussions et des échanges très approfondies entre les participants, parmi lesquels d'ardents défenseurs de la paix, des universitaires, des décideurs politiques, des experts en communication originaires de 23 pays d'Afrique et de la diaspora. Ces discussions ont porté sur les idées et les stratégies à développer pour la consolidation de la paix en Afrique. Le choix du thème repose sur deux exigences fondamentales. La première est la nécessité de ne plus simplement se focaliser sur la résolution des conflits en Afrique, mais au-delà élargir la réflexion à d'autres questions non moins importantes telles que la prévention des conflits, la réconciliation post-conflit, et l'application de la loi contre l'impunité au lendemain des conflits. La seconde est la nécessité de procéder à une analyse approfondie du conflit et de la situation d'avant conflit avant d'engager des actions pour une paix durable.

Sur la base de ces termes de référence, les travaux d'atelier se sont davantage centrés sur l'analyse des contextes sociopolitiques de la paix et des conflits, plutôt que sur les aspects militaires et humanitaires. L'objectif ultime était de donner corps à des idées et des stratégies permettant de faire évoluer l'équilibre sociopolitique des pays africains vers un contexte favorable à une paix durable. L'atelier était organisé en sessions et les participants divisés en petits groupes. Les discussions visaient trois objectifs :

1. Identifier les leçons apprises dans le cadre des différentes initiatives pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits en Afrique.
2. Réfléchir sur les besoins en renforcement des capacités et formuler des stratégies pour améliorer l'efficacité des interventions des organisations clés ; et
3. Identifier les domaines prioritaires et les stratégies pertinentes permettant de renforcer la collaboration et de favoriser l'émergence d'un mouvement pacifiste actif en Afrique.

### **Contexte : Consolider la paix en Afrique**

Avant la tenue des ateliers, TrustAfrica a organisé, avec le concours de Pambazuka News, un forum de discussion virtuelle avec plus de 60 participants (certains d'entre eux ont ensuite pu participer aux travaux de l'atelier de Dakar) ; à travers une démarche

participative, le forum a permis de définir un agenda et de créer un engouement pour la tenue des travaux d'ateliers (cf. <http://www.trustafrica.org/forum/index.php?bord=1.0>).

Le Directeur exécutif de TrustAfrica a ouvert les travaux par un discours introductif dans lequel il a dégagé les 5 aspects majeurs à prendre en compte si l'on veut consolider la paix de manière durable en Afrique. D'abord, il a fait remarquer que la paix est une condition nécessaire mais pas suffisante. Pour s'installer durablement, elle doit aller de pair avec la justice sociale et une bonne pratique démocratique. Ensuite, s'appuyant sur les faits il a relevé que partout et à chaque fois que la paix a été menacée ou aliénée en Afrique, il faut toujours sortir des mécanismes traditionnels de résolution de conflits ; il est impératif de réfléchir et d'agir de façon créative et hardie pour trouver les solutions convenables. Troisièmement, de tels efforts de consolidation de la paix doivent être précédés d'une analyse factuelle qui renseigne sur la nature des défis et des questions systémiques, ainsi que sur les opportunités qui pourraient être tirées du contexte. Quatrièmement, nous avons appris que la meilleure façon de consolider et de pérenniser la paix en Afrique est de s'attaquer aux causes profondes des conflits armés, de mettre l'accent davantage sur la prévention et de partager les leçons et les stratégies réussies avec ceux qui en ont besoin. Enfin, de toute évidence l'Afrique a besoin d'un mouvement pacifiste populaire qui constamment et effectivement place sous les feux de la rampe les nombreux conflits violents du continent, comme la Somalie et le Darfour.

Après son discours, Monsieur Akwasi Aidoo, Directeur Exécutif, a laissé la place à trois experts (M. Adebajo du centre de résolution des conflits de Cape Town, Abdel-Fatau Mousah de l'UEMOA à Abudja et Jessica Nkwhe de Isis-Wicce à Kampala) qui ont soulevé un certain nombre de problématiques sur les trois objectifs de l'atelier. A leur suite, certains participants (Monsieur Joseph Yav ; Katshung, Mme Roselyne Musa de Fennet à Nairobi, Mme Aseghedech Ghirmazion de Heinrich Boll Fondation à Nairobi, et Brig-Gen.Pal Martings de Safer Africa à Pretoria) ont réagi à leurs présentations. Cette sorte de session préambule du forum a permis d'avoir un aperçu sur des points qui méritent d'être réitérés et commentés ici. La première présentation faite par Monsieur Adekeye Adegbojo, plaide pour une nouvelle «*Pax Africana*» fondée sur un activisme de la société civile. Contrairement à la conception «étatique» que la plupart des gens ont de la paix et de la sécurité en Afrique, il s'agit là d'un nouveau paradigme dans la mesure où, il faut le dire, des acteurs des mouvements pacifistes tels que les femmes et les jeunes sont généralement mis en minorité, sinon exclus des couloirs des négociations de paix. Ainsi, Adebajo a exprimé l'urgence de mettre sur pied un mouvement pacifiste populaire en Afrique, qui s'appuie sur un plaidoyer cohérent et audible, des campagnes pour la paix et la justice sociale. Roselyn Musa et Jessica Nkwhe ont amplifié ce point en se focalisant sur les femmes et les jeunes. Toutefois, il ne faut pas se limiter simplement aux groupes sociaux, car c'est aussi une question complexe et transversale qui intègre les mouvements de lutte pour la démocratie, les droits humains et la préservation de l'environnement par exemple. Ce n'est pas un hasard si les lauréats africains du prix Nobel – Albert Luthuli, Desmond Tutu, Nelson Mandela et Wangari Maathai – sont issus des mouvements sociaux ne se réclamant d'aucun mouvement pacifiste.

Les présentations ont posé le problème du rôle de l'Etat. Selon l'argumentaire de Adekeye Adebajo, à la fois revigorant et provocateur, «une poignée d'états africains bien gouvernés devraient constituer le noyau dur à l'intérieur de l'Union africain pour inscrire dans les constitutions régionales et nationales une limite des mandats des chefs d'Etat. L'Afrique a

besoin de modèle dans le domaine politique et économique » ; à son avis c'est « l'incapacité à transformer des structures héritées de la colonisation et à les adapter au contexte local actuel qui est la véritable cause de la mal gouvernance qui sévit sur notre continent, et par conséquent c'est cela qui a contribué à l'émergence de conflits ». Joseph Yav Katshing, quant à lui, s'en est pris au manque de volonté politique des leaders africains pour les exhorter à mettre en place un mode de gouvernance capable de promouvoir la paix. Aseghedech Ghirmazion a fait une intervention lumineuse à propos des « guerres par procuration » c'est-à-dire les états qui utilisent des acteurs non étatiques pour lutter contre leurs ennemis (par exemple Ethiopie/Erythrée en Somalie, et Soudan/Ouganda au sud Soudan). Abdel Fatau Musah a abordé la question de l'Etat sous un angle différent. « S'il y a un point fort dans l'évolution de l'Etat en Afrique, cela pourrait bien être le rejet croissant du mode d'accession au pouvoir de manière anticonstitutionnelle, de la part des populations africaines. D'une manière générale, les guerres civiles qu'on connaît aujourd'hui pourraient bien être l'agonie des coups d'état, des régimes autoritaires et autres formes anticonstitutionnelles de gouvernement qui étaient à la mode dans les années 70 ». Roselyn Musa a, dans un autre registre, insisté sur l'Education à la paix de la jeunesse africaine.

La question du rôle de la démocratie dans la sécurisation de la paix a été posée. Mais cette question qu'on se pose depuis bien longtemps déjà est au cœur des réflexions de deux camps qui s'opposent : pour la première la démocratie doit produire des dividendes, dont la paix, alors que pour la seconde la démocratie est une valeur positive en soi et ne devrait pas être perçue comme un instrument. Sur cette question, le forum de discussion a dégagé des axes de réflexion très utiles. La première intervention est venue de Abdel Fatau Musa qui estime que le paradigme des ces années-là selon lequel le développement passe avant démocratie est entrain de laisser la place progressivement au modèle inverse « la démocratie avant le développement ». Toutefois c'est derrière cette logique inversée que se trouve toute la difficulté. Ce que nous devons faire, c'est effectuer un changement paradigmatique pour adhérer au concept de « démocratie et développement ». Et l'Etat (africain) ne semble pas être assez prêt pour cette transition. Aseghedech Ghirmazion a approfondi l'idée de façon analytique quand elle a plaidé pour une réflexion sur la manière dont les différences entre les idéologiques ont été à la source des conflits des plus dévastateurs. La manière dont le processus de démocratisation a été dévoyé et utilisé pour tuer et mutiler des personnes innocentes, sous prétexte de se débarrasser d'un dictateur mérite plus d'attention ; les cas de l'Ouganda, du Soudan, de la Somalie, etc., sont révélateurs.

Enfin de compte, la question fondamentale était de savoir dans quelle mesure TrustAfrica et les autres bailleurs pouvaient soutenir les mouvements pacifistes en Afrique ? Cela n'a pas manqué de révéler quelques tensions. Par exemple, comment est ce que les organisations pacifistes peuvent pérenniser leur travail en l'institutionnalisant et en même temps se soustraire aux contraintes institutionnelles (et bureaucratiques) pour pouvoir établir des contacts avec d'autres mouvements sociaux pour atteindre les objectifs de paix et de justice sociale. L'émergence d'un véritable mouvement pacifiste pourrait constituer un rempart non seulement pour faire face aux facteurs internes et aux dynamiques qui alimentent les guerres en Afrique, mais aussi une réponse efficace aux facteurs externes et les forces internationales que Pal Martins et Adekeye Adébajo ont mis en exergue dans leurs interventions.

En concluant les discussions en ligne, Akwasi a suggéré qu'à travers le prisme du mouvement social, une paix durable doit prendre en compte deux réalités. D'abord, le

mouvement pacifiste en Afrique n'a jamais pu évoluer seul, de façon isolée, en dehors des autres mouvements sociaux. Durant la première et la deuxième guerre mondiale, lorsque les africains combattaient au front dans les troupes coloniales, le mouvement était rattaché au mouvement panafricaniste dont l'agenda, plus global, visait la fin de la colonisation et du racisme. Durant la période de la guerre froide des années 50 et 60 le mouvement était rattaché au mouvement des non-alignés qui a commencé avec la conférence de Bandung en 1955. Dans les années 70 et 80, le mouvement antiapartheid avait servi d'ancrage, et de nos jours le mouvement pacifiste est connecté à de multiples mouvements de masse comme ceux mentionnés plus haut. Le second point qu'il est important de garder à l'esprit, est que le mouvement subit des dissensions entre des forces, des tendances et des perspectives progressistes et conservatrices. Par exemple, comme l'ont clairement indiqué Roselyn Musa et Jessica Nkwhe, même si le leadership féminin fait partie des plus actifs dans les efforts pour la paix, il est parfois exclu de la table des négociations pour la paix.

### **Les leçons apprises dans la prévention des conflits**

Cette session s'est attelée à identifier les stratégies et les initiatives de recherche de la paix et de prévention des conflits couronnées de succès. Des discussions ont porté sur (a) sur les leçons qui peuvent être distillées à partir des initiatives africaines, (b) les perspectives et stratégies de diffusion des leçons apprises aux sociétés et pays au bord du précipice des conflits armés, qui sont dans un conflit armé ou qui en sortent.

Les participants aux travaux d'atelier ont réfléchi sur les aspects théoriques du concept de paix. La tendance qui consiste à réduire la notion de paix à une simple démarche de résolution de conflits a été jugée inadéquate, car la paix n'équivaut pas à une simple absence de conflit. En outre, a-t-on fait remarquer un conflit n'est pas nécessairement violent, et certains conflits non violents conduits de manière civilisée ont pu produire des résultats positifs. Il a aussi été établi que dans l'arsenal de la paix il faut compter la capacité de la société à gérer le conflit de façon non antagonique. Enfin, les participants ont mis en exergue la relation entre les notions d'agressivité masculine et les conflits violents.

Revisitant la cartographie des conflits violents et des dynamiques de création de paix et des initiatives de prévention de conflits en Afrique au cours des 50 dernières années post-coloniales, les participants ont mis en évidence plusieurs leçons majeures qui méritent d'être analysées et documentées. Les principales leçons retenues sont les suivantes :

- 1) Les systèmes d'alerte précoce, dont dépend le bon fonctionnement de plusieurs initiatives de prévention en Afrique, ne sont pas suffisamment efficaces dans la mesure où ils ne renseignent que sur les conflits violents. Ainsi au moment où le système d'alerte se déclenche, il est souvent trop tard pour empêcher l'évolution du conflit vers une forme violente. En outre, plusieurs conflits violents ont des causes systématiques qui nécessitent des initiatives pour une justice sociale et non des mécanismes d'alerte précoce. Enfin, l'introduction d'un indicateur-genre dans les systèmes d'alerte précoce peut avoir un impact additionnel.
- 2) Dans les situations de conflits violents, les forces militaires et les forces de maintien de la paix continuent d'être indûment placées au centre des stratégies d'intervention alors qu'il est prouvé qu'une approche plus intégrée, incluant des actions diplomatiques et des éléments de justice sociale, conduit à des résultats plus viables.

- 3) Les initiatives financées par des donateurs extérieurs doivent nécessairement continuer même après que le retrait de ces derniers. De telles dispositions permettront d'éviter les phénomènes de récurrence observés dans les pays tels que la République Démocratique du Congo, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Burundi et la Sierra Léone. Avec les initiatives financées par des donateurs extérieurs, il faut par ailleurs comprendre que les solutions hâtives de sortie de crise ne peuvent s'avérer productives qu'à la seule condition qu'il y ait dès le début une appropriation correcte par les populations concomitante à un renforcement des capacités locales.
- 4) Les initiatives pour la création de la paix et la prévention des conflits sont souvent structurellement voués à l'échec parce qu'elles excluent certaines parties prenantes qui sont les acteurs « silencieux » et marginalisés (telles que les femmes, les jeunes et le secteur privé). Cette tendance à l'exclusion s'explique par une volonté à « dépolitiser » des conflits.
- 5) La paix durable requiert un pacte constructif entre la société civile et les gouvernements. La société civile doit changer sa vision, et comme l'a dit Tandeka Nkiwane, « un changement paradigmatique s'impose. Nous ne pouvons pas continuer à défier les gouvernements, à jeter des pierres, et à croire que cela suffit pour produire des résultats ». Il faut cesser de considérer les gouvernements comme des adversaires et chercher à jeter des bases d'une coopération constructive. Même dans les situations où la critique de l'action gouvernementale s'impose, nous devons garder à l'esprit l'adage qui dit : « le parfait est l'ennemi du bien ».
- 6) Le fait que la plus part des « provocateurs » de conflits violents soient des éléments extérieurs à l'Afrique requiert des initiatives pour une paix durable qui doivent intégrer un dispositif de suivi pertinent, ainsi qu'une grande capacité d'analyse et de plaidoyer. Le Darfour par exemple, a montré qu'une intervention trop hâtive sans analyse préalable des vecteurs exogènes ne peut pas mener à une solution durable.
- 7) Il y a une relation directe entre la recherche d'une paix durable et la solidarité extérieure. Lorsque les gouvernements voisins et les organisations de la société civile et les organisations de la diaspora jouent un rôle constructif, les efforts dans la recherche de la paix auront plus de chance de réussir.
- 8) La nature de la couverture médiatique est essentielle à la réussite des initiatives de paix. Au Rwanda, la radio de la haine (radio mille collines) a contribué à catalyser le génocide, tandis qu'au Libéria et en Sierra Léone, l'utilisation stratégique des médias par des groupements féminins pour la paix a contribué à la sécurisation des accords pour une paix durable.
- 9) Dans certains cas, le déploiement des sages ou d'éminentes personnalités crédibles avec un support technique a permis aux initiatives pacifistes d'avoir beaucoup plus de succès. C'est le cas avec le rôle joué par Nelson Mandela au Burundi.
- 10) Les initiatives pour la paix sont les plus réussies à chaque fois qu'elles visent en même temps la construction et la démocratisation de la nation, c'est le cas par exemple au Mozambique.
- 11) Parmi les stratégies les plus efficaces pour la diffusion des initiatives pacifistes les plus réussies on compte : le recours aux étudiants pour mener des recherches et faire des plaidoyers sur les question de paix, la tenue et le partage des bases de données des différents experts pacifistes, l'utilisation des langues locales pour l'éducation à la paix,

l'utilisation de supports audiovisuels pour transmettre des messages aux communautés et la large diffusion des résultats de recherche sur le web pour un libre accès.

### **Stratégie pour le renforcement organisationnel**

Cette session de l'atelier s'est penché sur l'identification des forces et des faiblesses des institutions et organisations africaines majeures (y compris les institutions de la société civile). Les discussions ont porté essentiellement sur deux questions : (a) les types de supports nécessaires au renforcement des capacités organisationnels des groupes pacifistes, (b) Comment les organisations de la société civile peuvent-elles gagner en efficacité vis-à-vis des organisations régionales ?

Le sentiment général des participants était que TrustAfrica devrait soutenir les efforts susceptibles de produire un impact à long terme dans la mesure où l'implantation de la paix durable est un processus à long terme qui exige un cadre d'exécution viable. De façon spécifique, les participants ont dégagé les besoins, les opportunités et les stratégies qui peuvent permettre à TrustAfrica et les autres donateurs d'aider au renforcement des capacités des institutions africaines dans le domaine de la paix et de la sécurité.

- 1) A tous les niveaux (de la société civile aux organisations intergouvernementales), les institutions ont besoin de soutien pour améliorer leurs performances. Le Conseil de paix et sécurité de l'UA, par exemple, doit devenir entièrement opérationnel. La plus grande urgence c'est de faire un plaidoyer qu'il faut combiner avec un appui bien ciblé ; le premier donnant la priorité à la réforme institutionnelle et la volonté politique et le second améliorant les performances.
- 2) Il faut coordonner et harmoniser les engagements entre la société civile et les organisations intergouvernementales. Les organisations de la société civile, par exemple, doivent repenser leur stratégie pour ne pas tenir des sommets parallèles ; elles doivent aussi trouver des moyens efficaces pour interagir avec les structures officielles dans le même espace géographique et temporel. Pour faciliter de tels engagements, surtout au niveau de l'Union Africaine les organisations de la société civile doivent avoir un centre de ressources intermédiaires susceptibles de leur fournir une assistance technique.
- 3) Par rapport au point 2 ci-dessus, il urge pour les organisations de la société civile d'acquérir certaines compétences en matière de plaidoyer. Notons parmi celles-ci : savoir comment avoir accès au public ; comment faire pour qu'on vous prête une oreille attentive pour la transmission des messages ; être informé et savoir communiquer efficacement avec les décideurs politiques ; savoir nouer et développer les relations avec les décideurs politiques ; et, être capable de garder une indépendance organisationnelle tout en s'engageant efficacement auprès des organisations officielles.
- 4) TrustAfrica et les autres donateurs doivent établir un ordre de priorité pour les appuis permanents qu'ils offrent, ce qui leur fournira la flexibilité nécessaire pour que les organisations de la société civile puissent se concentrer sur l'exécution de leur programme à long terme.
- 5) Les organisations leaders et les plus anciennes pourront bénéficier de soutien en vue de leur pérennisation. Une bonne partie de cet appui peut provenir de donateurs

locaux, (tels que les multiples millionnaires que l'on trouve sur le continent dont la plupart trouveront leur compte dans l'implantation d'une paix durable), s'il y a bien sûr suffisamment de ressources à investir pour alimenter ce fonds local.

- 6) Il y a une faiblesse notoire dans la capacité d'intervention d'urgence au niveau panafricain. Et si nous voulons sérieusement consolider durablement la paix nous devons lui consacrer une plus grande attention. Cela demande une appropriation par les populations africaines et leur implication dans la recherche des solutions, au lieu de laisser les étrangers élaborer les agendas à leur place.
- 7) Les organisations leaders de la société civile pourront bénéficier d'un soutien qui leur permettra de réfléchir et d'acquérir toutes les compétences nécessaires à leur développement organisationnel. Les participants ont recommandé à TrustAfrica d'offrir un soutien à un programme de renforcement des compétences dans le domaine de la gestion efficace des organisations, de même qu'une assistance pour que les organisations leaders puissent trouver un espace où elles pourront dérouler en toute sécurité leur programme de formation.
- 8) Les participants ont fait des recommandations pour qu'une assistance soit apportée à la recherche qui lie la recherche au niveau local aux institutions de consolidation de la paix. La recherche menée au niveau local est considérable, mais les organisations de base n'ont pas la capacité de publier ou de diffuser ces informations.
- 9) Les participants ont également inscrit dans la liste des priorités l'appui à apporter aux organisations leaders pour les aider à devenir des centres d'excellence et servir de modèles réalistes, afin d'éviter que des organisations extérieures qui évoluent dans un contexte différent de celui de l'Afrique servent de modèle.
- 10) Une recommandation spéciale a été faite d'allouer des ressources pour le renforcement des organisations pacifistes dans les pays qui sortent d'une longue période de conflits violents. Etant donné que dans certains cas les organisations officielles pour des raisons politiques ont une force politique limitée, l'octroi d'une assistance a été aussi recommandé pour soutenir les efforts des organisations de la société civile qui sont engagées directement dans un processus de négociation de paix,
- 11) Enfin, les partisans ont recommandé l'octroi d'une assistance pour la recherche, la formation et le plaidoyer dans le but de réduire la propagation du VIH/SIDA au sein des armées africaines. Le rôle crucial de l'armée dans le dispositif sécuritaire en Afrique n'a échappé à personne et les ravages VIH/SIDA dans les rangs serait un coup dur aux opérations de maintien de la paix.

### **Stratégies de collaboration et de création de mouvements pacifistes**

Au cours de cette session, les participants ont réfléchi à la manière dont les organisations africaines pourraient mettre en place « une communauté d'acteurs » dynamiques et engagés à mener une campagne active pour la paix et contre la guerre. La discussion portera sur : (a) les stratégies à mettre en œuvre pour que les organisations pacifistes puissent travailler efficacement ensemble au-delà des frontières ; et, (b) comment favoriser le développement des mouvements pacifistes en Afrique. Il a été noté que la plupart des participants avaient déjà eu l'opportunité de collaborer entre eux, et que ce qui manquait c'était moins une collaboration qu'une plus grande collaboration. A cet égard, les participants ont fait un certain nombre de recommandations fortes.

1. Beaucoup de participants ont mis l'accent sur les possibilités offertes par une communication basée sur l'Internet en déplorant le fait que les efforts dans ce sens sont faibles. Par exemple Pambazuka News est seul à avoir mis en place une plateforme numérique appelée « African Union Monitor » qui facilite énormément la participation des organisations de la société civile au sommet de l'Union Africaine. Il a été demandé de soutenir les efforts de Pambazuka pour mettre en place une édition en arabe
2. Une suggestion a été faite à TrustAfrica pour envisager le recrutement de consultants en Afrique centrale et en Afrique du Nord capables d'aider les organisations basées dans ces zones à interagir avec leurs homologues des autres parties du continent, particulièrement sur les questions relatives à l'engagement de la société civile avec l'Union Africaine.
3. Une campagne publique largement basée sur des stratégies médiatiques et une ouverture vers les autres mouvements sociaux (tels que le mouvement syndical, le mouvement étudiant et le mouvement féministe) a été fortement recommandé pour mobiliser le soutien populaire et forcer les leaders politiques à entreprendre des actions face à certains conflits dévastateurs en Afrique, comme au Darfour et en Somalie.

## **Conclusion**

Les travaux d'atelier et le forum électronique préparatoire ont offert aux activistes et experts de la paix, généralement débordés par les guerres et autres formes d'instabilité, une formidable opportunité de partager leurs idées, d'explorer des voies de collaboration, de réfléchir sur la manière d'améliorer la qualité du travail. TrustAfrica s'inspirera des recommandations émanant de l'atelier pour aider à l'émergence d'un mouvement populaire pacifiste en Afrique et renforcer le travail des organisations phares qui s'activent dans ce secteur. TrustAfrica assurera le suivi des recommandations de l'atelier, surtout celles qui sont porteuses d'idées nouvelles :

1. Promouvoir l'accroissement et la qualité de la couverture médiatique des efforts réalisés dans le domaine de la consolidation de la paix ;
2. Amplifier les voix et les idées des pacifistes africains sur le plan régional et international ;
3. Réduire la propagation du VIH/Sida au sein des armées africaines ;
4. Soutenir les efforts des organisations féminines dans leur société en période post conflit ;
5. Protéger efficacement les défenseurs de la paix qui sont vulnérables en période de conflits ;
6. Diffuser à travers le continent les leçons apprises et les expériences réussies par les initiatives pacifistes.



## Liste des Participants

- Mr. Jabril Abdulle**, Centre for Research and Dialogue (CRD), Somalie  
**Ms. Safa El-Agib Adam**, Community Development Centre (CDC), Soudan  
**Mr. Adekeye Adebajo**, Centre for Conflict Resolution (CCR), Afrique du Sud  
**Mr. Akwasi Aidoo**, TrustAfrica, Sénégal  
**Mr. Russell Ally**, Fondation Charles Stewart Mott, Afrique du Sud  
**Mr. Hassan Abdel Ati**, Edge for Consultancy and Research (ECR), Soudan  
**Ms. Hawa Ba**, TrustAfrica, Sénégal  
**Mr. Breyten Breytenbach**, Gorée Institute, Sénégal  
**Mr. Emmanuel Buringuriza**, TrustAfrica, Sénégal  
**Mr. Madiambal Diagne**, *Le Quotidien*, Sénégal  
**Ms. Bineta Diop**, Femmes Afrique Solidarité (FAS), Sénégal  
**Ms. Agnes Ebo'o**, Initiatives de Gouvernance Citoyenne (IGC), Cameroun  
**Ms. Jeanne Elone**, TrustAfrica, Sénégal  
**Ms. Sonja Fagerberg-Diallo**, Associés en Recherche et Education pour le Développement (ARED), Sénégal  
**Ms. Lisa Franchett**, USAID, Sénégal  
**Ms. Aseghedech Ghirmazion**, Fondation Heinrich Böll, Kenya  
**Ms. Musu Kardiamie**, Ganta Concern Women, Libérie  
**Mr. Kwame Karikari**, Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (MFWA), Ghana  
**Mr. Joseph Yav Katshung**, Centre Etudes et de Recherche en Droits de l'homme, Démocratie et Justice Transitionnelle, DR Congo  
**Ms. Kathryn Lane**, USAID, Sénégal  
**Mr. Mamadou Ly**, Associés en Recherche et Education pour le Développement (ARED), Sénégal  
**Ms. Djingarey Maiga**, Femmes et Droits Humains, Mali  
**Mr. Firoze Manji**, Pambazuka News, Royaume-Uni  
**Brig-Gen. Pal Martins**, SaferAfrica, Afrique du Sud  
**Ms. Betty Murungi**, Urgent Action Fund–Africa, Kenya  
**Ms. Roselynn Musa**, Réseau de Développement et de Communications de la Femme Africaine (FEMNET), Kenya  
**Mr. Abdel-Fatau Musah**, ECOWAS, Nigérie  
**Mr. Sadikh Niass**, West Africa Refugees and Internally Displaced People's Network, Sénégal  
**Ms. Tandeka Nkiwane**, African Intellectuals Project, Université d'Afrique du Sud, Afrique du Sud  
**Ms. Jessica Nkuuhe**, International Women's Resource Centre, Ouganda  
**Mr. Joe Pemagbi**, Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), Sénégal  
**Mr. Tajudeen Abdul Raheem**, Justice Africa, Royaume-Uni  
**Mr. Abderrahim Sabir**, Solidarité pour les droits de l'homme, Maroc  
**Mr. Ebrima Sall**, Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique (CODESRIA), Sénégal  
**Mr. Amadu Sesay**, Université Obafemi Awolowo, Nigérie  
**Ms. Nana Tanko**, Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), Sénégal

### TrustAfrica

Mermoz Pyrotechnie  
Route de la Stèle, Lot N° SR 12  
BP. 45435, Dakar-Fann, Sénégal  
Tel: 221-869-4686  
Fax: 221-824-1567  
E-mail: [info@trustafrica.org](mailto:info@trustafrica.org)  
Website: [www.trustafrica.org](http://www.trustafrica.org)